

Education: appel à la grève nationale dans le secteur périscolaire mardi et mercredi

Paris, 13 déc. 2021 (AFP) -

Un appel à la grève nationale est annoncé dans les écoles mardi et mercredi dans le secteur périscolaire pour dénoncer sa "précarité", entraînant de possibles perturbations dans les centres de loisirs, les accueils périscolaires et le secteur de la restauration.

Cet appel à la grève a été lancé par les syndicats Snuter-FSU, la CGT, le CNT, Sud et le collectif France animation en lutte, qui demandent notamment "la revalorisation des grilles de salaire des adjoints d'animation et des animateurs pour relancer l'attractivité de (leurs) métiers" ou encore "des taux d'encadrements qui permettent un réel travail éducatif et non pas de la +garderie+".

"Si la crise sanitaire a servi de détonateur, la souffrance et la précarité durent, elles, depuis de longues années", assure le CNT dans un communiqué, exigeant "un vrai statut, plus d'heures, la fin des temps partiels subis (...) ou encore un vrai salaire pour pouvoir vivre décemment de (leurs) métiers".

Selon le Snuter-FSU (agents des collectivités territoriales), "la précarité de la majeure partie des personnels de l'animation trop souvent vacataires ou contractuels s'est accentuée avec la crise sanitaire et leurs compétences professionnelles sont bien trop souvent ignorées", a-t-il écrit début décembre dans une lettre adressée au ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, à la secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse Sarah El Haïry et à la ministre de la Fonction publique, Amélie de Montchalin.

"La charge de travail exponentielle, les sous-effectifs chroniques et les taux d'encadrement en perpétuelle diminution ne permettent plus à tous les personnels de l'animation d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions", souligne ce syndicat.

Un rassemblement est prévu devant le ministère de l'Education nationale mercredi à 13H00.

A la fin du mois de novembre, la secrétaire d'Etat Sarah El Haïry a lancé des "assises de l'animation" réunissant les représentants des collectivités territoriales et les associations employeuses sur la question des rémunérations et du temps partiel subi. Ils se réunissent pour la deuxième fois actuellement et se rencontreront à nouveau en janvier.

"Le secteur de l'animation, qu'il s'agisse de l'animation volontaire dans les colonies de vacances ou de l'animation professionnelle dans les accueils périscolaires, a besoin d'être réformé pour retrouver de l'attractivité", a expliqué la secrétaire d'Etat à la Jeunesse et l'engagement à l'AFP.

Sarah El Haïry assure qu'elle fera "des annonces" dès le mois de février. "Le plan d'actions que je proposerai sera constitué de mesures rapides et fortes et d'une feuille de route pour les années à venir", a-t-elle ajouté.

Fin octobre, elle avait annoncé une aide de 200 euros versée en 2022 à 20.000 jeunes pour financer en partie leur formation aux métiers de l'animation.

asm/slb/aco/ide

Afp le 13 déc. 21 à 17 08.

